



Assemblée générale

Distr. générale
12 juillet 2023
Français
Original : anglais/arabe/espagnol/
français

Soixante-dix-huitième session

Point 101 gg) de l'ordre du jour provisoire*

Désarmement général et complet : jeunes, désarmement et non-prolifération

Jeunes, désarmement et non-prolifération

Rapport du Secrétaire général

Résumé

Le présent rapport est soumis en application de la résolution [76/45](#) de l'Assemblée générale, dans laquelle celle-ci a prié le Secrétaire général d'établir un rapport sur la question de la promotion de la participation des jeunes et des activités visant à leur donner des moyens d'action dans les domaines du désarmement et de la non-prolifération. On y trouvera les vues des États Membres, de l'Organisation des Nations Unies, des autres organisations internationales et régionales concernées et des organisations de la société civile.

* [A/78/150](#).



Table des matières

	<i>Page</i>
I. Introduction	4
II. Réponses reçues des gouvernements	4
Canada	4
Colombie	6
Côte d'Ivoire	7
El Salvador	9
Honduras	10
Inde	10
Kiribati	11
Mexique	11
Qatar	13
République de Corée	15
III. Réponses reçues de l'Organisation des Nations Unies et d'autres organisations internationales et régionales	17
Agence internationale de l'énergie atomique	17
Bureau des affaires de désarmement	18
Commission préparatoire de l'Organisation du Traité d'interdiction complète des essais nucléaires	19
Département de la communication globale	20
Institut des Nations Unies pour la recherche sur le désarmement	21
Office des Nations Unies contre la drogue et le crime	22
Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe	23
Union européenne	23
IV. Réponses reçues d'organisations de la société civile et d'organisations non gouvernementales	24
Association internationale des médecins pour la prévention de la guerre nucléaire	24
Association mongole pour les Nations Unies	25
Campagne internationale pour abolir les armes nucléaires	25
Campaign For Nuclear Disarmament	26
Centre d'études sur l'énergie et la sécurité	26
Hibakusha Stories	26
IM Swedish Development Partner	27
Instituto Tecnológico y de Estudios Superiores de Monterrey	27
James Martin Centre for Non-Proliferation Studies	28
Pace University	28

Peace Boat	28
Senema Love Foundation	29
Simons Foundation Canada	29
Soka Gakkai International	30
Youth Fusion	30
V. Conclusion	30

I. Introduction

1. Au paragraphe 6 de sa résolution [76/45](#), intitulée « Jeunes, désarmement et non-prolifération », l'Assemblée générale a invité tous les États Membres, l'Organisation des Nations Unies, les autres organisations internationales et régionales concernées et les organisations de la société civile à faire part de leurs vues sur la question de la promotion de la participation des jeunes et des activités visant à leur donner des moyens d'action dans les domaines du désarmement et de la non-prolifération, et a prié le Secrétaire général de lui faire rapport à ce sujet à sa soixante-dix-huitième session.

2. Comme suite à cette demande, par une note verbale datée du 26 janvier 2023, les États Membres ont été invités à communiquer des informations à ce sujet. Les États Membres et les organisations concernées ont été invités à communiquer un résumé analytique de leurs contributions pour insertion dans le rapport du Secrétaire général et informés que le texte intégral de la communication serait publié sur le site Web du Bureau des affaires de désarmement. Les réponses reçues sont présentées dans les sections II, III et IV du présent rapport. Les réponses présentées dans la section IV du présent rapport ont été davantage abrégées et les auteurs en ont été informés. Le présent rapport doit être lu en parallèle avec le rapport du Secrétaire général intitulé « Éducation en matière de désarmement et de non-prolifération » ([A/77/133](#)). Les vues reçues après le 31 mai 2023 seront publiées sur le site Web du Bureau des affaires de désarmement dans la langue de l'original. Aucun additif ne sera publié.

II. Réponses reçues des gouvernements

Canada

[Original : anglais]
[31 mai 2023]

La présente communication donne un compte rendu des vues du Canada sur la résolution [76/45](#) de l'Assemblée générale intitulée « Jeunes, désarmement et non-prolifération ». Elle fait suite à une note verbale du Bureau des affaires de désarmement (ODA-2023-00034/YOUTH) envoyée conformément au paragraphe 6 de la résolution susmentionnée, dans laquelle l'Assemblée demande au Secrétaire général de solliciter les vues des États Membres.

L'importance de la jeunesse dans les domaines du désarmement et de la non-prolifération

Le Canada est résolument déterminé à donner aux jeunes des moyens d'action dans tous les domaines de la vie, au Canada et dans le monde. Dans les domaines de la paix et de la sécurité, il est essentiel d'écouter les points de vue des jeunes, en leur accordant une place aux discussions et en facilitant leur participation.

Le Canada a soutenu un certain nombre d'initiatives au niveau national ainsi que par l'intermédiaire de l'ONU, en particulier dans le cadre des programmes de mobilisation des jeunes du Bureau des affaires de désarmement. Cela a notamment consisté à faciliter la participation des jeunes à la Conférence des Parties chargée d'examiner le Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires et à faire appel à des experts engagés pour partager leurs données d'expérience avec des réseaux de jeunes tels que celui du British American Security Information Council. En 2021, à la Conférence du désarmement, sous sa présidence, le Canada s'est également fait le

champion de la célébration de la toute première journée de la jeunesse, ce qui a permis à des jeunes du monde entier de partager leurs points de vue sur des questions importantes relevant du mandat de la Conférence. Le fait que nous nous associons avec des organisations dont la réputation est bien établie, comme l'ONU, renforce l'ensemble de notre action relative à la participation des jeunes.

Coopération intersectorielle sur les jeunes, le désarmement et la non-prolifération

Les jeunes du monde entier jouent souvent un rôle de premier plan dans les mouvements visant à rendre leur lieu d'origine et leurs collectivités plus sûres, que ce soit pour faire face à une guerre ou à un conflit, ou pour les prévenir. Quels que soient le lieu et le moment, les conflits nuisent inévitablement aux jeunes et aux enfants et ne créent pas un espace sûr pour leur permettre d'apprendre et de grandir.

Les jeunes sont également en première ligne dans les mouvements en faveur du désarmement. Le Canada est tout à fait favorable à ce que les jeunes mobilisent la société sur des questions auxquelles nous avons mis beaucoup trop de temps à trouver une solution dans le passé. Dans le cadre du Nouvel Agenda pour la paix du Secrétaire général, nous aurions tous intérêt à faire participer les jeunes dès le début de ce processus.

Cela ne veut pas dire que les générations actuelles sont exonérées de la responsabilité de rendre notre monde plus sûr et plus sécurisé. Le programme sur les jeunes, le désarmement et la non-prolifération indique clairement que les jeunes font partie intégrante des acteurs qui œuvrent au service de la paix. Bien qu'il existe des défis à relever, comme assurer une éducation complète et une participation significative, nous devons continuer à nous employer ensemble à comprendre que la participation des jeunes n'est pas qu'une simple formalité, mais plutôt quelque chose qui peut réellement permettre de sortir des impasses actuelles et nous aider à progresser vers un monde plus sûr, plus pacifique et plus équitable pour tous.

D'autres idées à développer

Le Canada salue les efforts déployés par la République de Corée dans le cadre de la résolution 76/45, ainsi que le travail accompli par le Japon dans l'éducation des jeunes en matière de désarmement nucléaire. Ces programmes nationaux et internationaux contribuent à créer une nouvelle génération prête à relever les défis mondiaux. La recherche de moyens permettant de promouvoir davantage le rôle des jeunes dans les domaines du désarmement et de la non-prolifération est un exercice précieux que nous espérons voir prendre de l'ampleur à l'avenir.

Le Canada estime qu'il est extrêmement utile de poursuivre la sensibilisation à la participation des jeunes aux activités de désarmement, de renforcer les liens entre le programme relatif aux jeunes et à la paix et à la sécurité et le programme pour les femmes et la paix et la sécurité, et de poursuivre les efforts déployés par la société civile pour enseigner, présenter, faciliter et appeler l'attention du monde sur les façons dont les jeunes peuvent avoir une influence positive sur notre travail.

Conclusion

Pour construire un avenir meilleur pour tous, caractérisé par un monde qui connaît moins de conflits, moins de prolifération d'armes et plus de paix, nous devons reconnaître que les jeunes sont le futur. Nous devons continuer à mobiliser les jeunes, à leur donner des moyens d'action et à leur faire participer davantage à tous les aspects du désarmement et de la non-prolifération.

Le Canada soutient les efforts énoncés par la résolution 76/45, le Bureau des affaires de désarmement, l'initiative Les jeunes pour le désarmement et d'autres initiatives nationales et internationales de désarmement et de non-prolifération à travers le monde. Nous attendons avec intérêt de lire le rapport du Secrétaire général et de poursuivre la conversation sur la participation des jeunes dans les domaines du désarmement et de la non-prolifération.

Colombie

[Original : espagnol]
[31 mai 2023]

L'article 45 de la Constitution colombienne stipule que l'État et la société garantissent la participation des jeunes aux organismes publics et privés chargés de la protection, de l'éducation et de l'avancement de la jeunesse, ce qui permet de mettre sur pied des programmes visant à promouvoir le rôle actif des jeunes dans l'édification d'une société plus équitable et plus durable et de reconnaître leur rôle en tant qu'agents d'un changement positif, capables de garantir un monde convenable pour les générations futures.

Le plan national de développement pour la période 2022-2026, intitulé « Colombia, potencia mundial de la vida » indique la nécessité de réduire les obstacles socioéconomiques, grâce à une approche différenciée, et de renforcer les capacités des jeunes en vue de parvenir à une paix totale et de faire participer ces derniers à l'élaboration de politiques publiques conçues pour la mise en œuvre du Programme de développement durable à l'horizon 2030, en partant du principe qu'il ne faut pas laisser personne de côté.

La Colombie est dotée du programme « Jóvenes en Paz », qui a pour objectif de combler les lacunes sociales de près de 100 000 jeunes des communautés les plus vulnérables, en réduisant le risque d'exposition aux violences grâce à la garantie d'accès à une éducation de qualité, au développement d'activités économiques associatives et durables et à des possibilités dans des domaines tels que la culture, les sports et la technologie.

En outre, en août 2021, le pays a publié le document 4040 du Conseil national de la politique économique et sociale intitulé « Pacto Colombia con las juventudes: estrategia para fortalecer el desarrollo integral de la juventud », dont l'objectif est de garantir la participation des jeunes à la transformation du pays.

Le pacte sur lequel il porte, dont la mise en œuvre sera achevée en 2026, est assorti d'un financement de 33,5 milliards de pesos colombiens destinés au financement de programmes qui profiteront à près de 13 millions de jeunes, comme les espaces d'éducation et de dialogue axés sur la sécurité des jeunes et leur rôle dans les discussions sur ce thème.

De son côté, le Conseil présidentiel sur la jeunesse (Colombia Joven), a été mis en place pour coordonner une stratégie axée sur les jeunes afin de les faire participer aux processus d'instauration et de consolidation d'une paix totale, entre autres.

Dans le même ordre d'idées, la politique de défense, de sécurité et de coexistence citoyenne 2022-2026, intitulée « Garantías para la vida y la paz » promeut la diversité juvénile en ce qui concerne les questions de sécurité nationale. Dans le cadre de cette politique, de nombreux échanges ont eu lieu avec des organisations de jeunes entre le mois de septembre 2022 et le mois d'août 2023.

Cette politique fixe également des critères d'intervention pour éviter que les jeunes ne soient mêlés à des activités ou à des réseaux criminels, ainsi que pour la

lutte contre la récidive, pour la resocialisation et l'insertion socioéconomique, sans préjudice des responsabilités inhérentes des crimes commis.

D'autre part, l'article 10 de la loi 2272 de 2022, qui définit la politique de paix du pays, crée le Service social pour la paix, une alternative au service militaire qui permet aux jeunes du pays de choisir entre 11 types de service, y compris le service social dans les domaines ci-après :

- Travail auprès de victimes de conflits armés, promotion de leurs droits, défense des droits humains et droit international humanitaire ;
- Approbation et mise en œuvre des accords de paix ;
- Promotion de la politique publique de paix, de la réconciliation, de la convivialité et de la non stigmatisation.

Ce service promeut non seulement la capacité de décision des jeunes en ce qui concerne leur rôle dans la société, mais aussi leur participation directe à la promotion des principes du désarmement et de la non-prolifération dans le contexte de la culture de paix.

Il importe de souligner que le 5 décembre 2021, des élections aux conseils des jeunes, qui sont des mécanismes autonomes de participation pour la citoyenneté des jeunes, reconnus par la loi n° 1622 de 2013, ont été organisées pour la première fois. Au total, 10 837 conseillers ont été élus pour mettre en place des stratégies permettant aux jeunes de participer à l'élaboration des politiques consacrées aux jeunes et aux besoins du pays, entre autres.

Cela prouve que le pays tient à garantir la participation des jeunes à des postes de responsabilité au sein de l'État, y compris dans le domaine de la sécurité nationale. La Colombie est consciente que les jeunes jouent un rôle de premier plan dans le changement et, en tant qu'État partie à divers instruments internationaux relatifs au désarmement et à la non-prolifération, reconnaît la nécessité de redoubler les efforts visant à promouvoir l'autonomisation des jeunes et leur participation au débat sur ces questions.

Enfin, la Colombie espère que la création d'un Bureau des Nations Unies pour la jeunesse, conformément à la résolution 76/306 de l'Assemblée générale, permettra de promouvoir de manière plus active la mise en œuvre du programme pour les jeunes dans tous les États Membres, en garantissant une plus grande inclusion et une plus grande diversité dans l'élaboration de politiques qui tiennent compte de leurs préoccupations et en favorisant la prise de mesures cohérentes visant à garantir leurs droits et leur bien-être.

Côte d'Ivoire

[Original : français]
[17 mai 2023]

En Côte d'Ivoire, le décret n° 72-746 du 24 novembre 1972 fixe l'âge de la jeunesse de 16 à 35 ans. Depuis 1959, le pays s'est toujours doté d'un département ministériel en charge de la jeunesse.

La politique nationale de la jeunesse vise à faciliter l'insertion socioprofessionnelle, l'autonomisation et l'emploi indépendant des jeunes, qui représentent 77,7 % de la population ayant moins de 35 ans.

L'année 2023 a été décrétée « Année de la jeunesse ». Ainsi, au-delà des politiques classiques ciblant l'éducation et l'emploi des jeunes, des actions visant de

manière spécifique la contribution de la jeunesse aux programmes de désarmement et de non-prolifération des armes ont été menées.

1. Programme pour le désarmement, la démobilisation et la réintégration

Après la crise armée postélectorale de 2011, l'Autorité du désarmement, de la démobilisation et de la réintégration a été créée par décret n° 2012-787 du 8 août 2012. À la fin de son mandat en 2015, l'Autorité avait atteint les résultats suivants :

- 65 400 ex-combattants démobilisés, réinsérés et réintégrés sur un total initial de 74 000, dont 64 000 se sont effectivement présentés pour être pris en compte
- Mise à contribution des jeunes pris en compte par le Programme pour le désarmement, la démobilisation et la réintégration dans les campagnes de sensibilisation sur les dangers liés à la prolifération des armes légères et de petit calibre, en vue de leur dépôt volontaire
- Paiement des filets de réintégration d'un montant de 800 000 francs CFA aux ex-combattants démobilisés en vue de leur permettre de s'insérer dans le tissu économique et devenir des agents de développement.

2. Activités de la Cellule de coordination, de suivi et de réinsertion

La Cellule de coordination, de suivi et de réinsertion a eu pour mission l'organisation et la coordination des activités de resocialisation. Elle a accompagné et orienté les ex-combattants et les jeunes en conflit avec la loi. À ce titre, elle a assuré :

- La gestion de la base de données et le référencement aux structures spécialisées de mise en œuvre des activités de réinsertion des ex-combattants
- La mise en œuvre d'un projet national en vue de combattre le phénomène des enfants en conflit avec la loi.

3. Politique nationale de la jeunesse et les stratégies de mise en œuvre (2016-2020)

Après la crise armée qu'a connue la Côte d'Ivoire en 2010-2011, la politique nationale de la jeunesse avait pour objectif de prévenir et combattre la mobilisation, l'implication et la participation des jeunes et des adolescents dans les conflits armés et autres hostilités par :

- Le renforcement des capacités des jeunes et adolescents à la démocratie, à la culture de la paix, à la solidarité et à la citoyenneté
- La promotion de l'éducation à la citoyenneté et à la culture de la paix en milieu scolaire.

4. Politique nationale de la jeunesse (2021-2025)

La mise en œuvre de la politique nationale est financée principalement par les ressources de l'État, des partenaires au développement, du secteur privé et des organisations de la société civile. Elle comporte une thématique dénommée « Jeunesse, paix, sécurité et criminalité » qui vise à autonomiser les jeunes et à promouvoir leur participation dans tous les domaines de la société, notamment dans le domaine de la sécurité.

5. Programme spécial de lutte contre la fragilité des zones frontalières du Nord mis en œuvre par le Ministère de la promotion de la jeunesse, de l'insertion professionnelle et du service civique

Ce programme constitue une réponse à la menace terroriste dans la zone Nord. Il doit permettre d'éviter que les jeunes de ces régions ne rejoignent les groupes djihadistes en leur offrant des occasions professionnelles ou en accompagnant la création d'entreprises. Ce programme a permis l'insertion professionnelle de nombreux jeunes.

6. Actions permanentes menées par la Commission nationale de lutte contre la prolifération et la circulation illicite des armes légères et de petit calibre

La Commission nationale, en collaboration avec les organisations de la société civile, mène de façon permanente des campagnes de sensibilisation et de désarmement communautaire et des sessions de renforcements des capacités, pour inciter l'implication de la jeunesse dans des programmes de lutte contre la prolifération et la circulation illicite des armes.

7. Contribution des organisations de la société civile avec l'appui des partenaires au développement

La mise en œuvre de plusieurs projets communautaires au profit des ex-combattants et des déposants volontaires d'armes a été confiée aux organisations non gouvernementales.

Le Réseau d'action sur les armes légères en Afrique de l'Ouest, section Côte d'Ivoire, qui regroupe 23 organisations, mène, entre autres, des actions visant la participation des jeunes à la lutte pour promouvoir un environnement sécurisé.

El Salvador

[Original : espagnol]
[27 avril 2023]

En application la résolution 76/45 de l'Assemblée générale, intitulée « Jeunes, désarmement et non-prolifération », j'ai l'honneur de vous informer que les forces armées d'El Salvador ont mené les actions suivantes :

a) Formation de deux officiers supérieurs et de cinq officiers subalternes dans le cadre de différents cours dispensés par les États membres du Groupe des États d'Amérique latine et des Caraïbes.

b) Formation d'un officier supérieur et de cinq officiers subalternes dans le cadre de différents cours dispensés par les États membres de l'Organisation pour l'interdiction des armes chimiques, l'objectif étant de développer et de renforcer les capacités nationales et régionales en matière de réponse face au recours à la menace ou à l'emploi d'armes chimiques et face à d'autres événements impliquant des produits chimiques industriels toxiques.

c) Participation de la Major Gladys Ana Cecilia Roque de Vega et de la Lieutenant Doris Johana Martínez de Arriaza à la formation consacrée aux femmes expertes en gestion des munitions, organisée par l'ONU.

d) Formation, au Centre de formation aux opérations de maintien de la paix, des différents contingents aux questions de la démobilisation et de la réintégration, durant laquelle sont donnés des cours sur l'élaboration de mesures relatives à l'intégration des combattants dans la société après un conflit armé.

Honduras

[Original : espagnol]
[29 mars 2023]

En application de la résolution 76/45 de l'Assemblée générale intitulée « Jeunes, désarmement et non-prolifération », le Bureau d'audit juridique militaire répond au nom des Forces armées, qui sont garantes de l'application des lois en vigueur, des conventions internationales et des résolutions des organes de l'ONU, et en ce qui concerne précisément la jeunesse, le désarmement et la non-prolifération, sont responsables de la formation du personnel de notre institution dans les domaines concernés et donc de son respect strict des règles, en gardant à l'esprit la responsabilité première du maintien de la paix mondiale et de la sécurité internationale.

Le Honduras a réaffirmé son attachement à l'aspiration commune à un monde exempt d'armes nucléaires et à la recherche permanente de la paix, par le mécanisme du Traité sur l'interdiction des armes nucléaires, en s'engageant à empêcher la propagation de l'utilisation pacifique de l'énergie nucléaire et à promouvoir l'objectif d'un désarmement nucléaire complet et sûr.

Inde

[Original : anglais]
[31 mai 2023]

Les jeunes sont des acteurs du progrès social, du développement économique et de l'innovation technologique. L'Inde est très attachée au dialogue et à la collaboration avec les jeunes en vue de les sensibiliser aux questions de désarmement, de maîtrise des armements et de sécurité internationale, et de trouver des solutions novatrices à celles-ci.

Elle s'est portée coauteure de la résolution 76/45 de l'Assemblée générale, intitulée « Jeunes, désarmement et non-prolifération ». Dans cette résolution, l'Assemblée demande aux États Membres d'envisager d'élaborer et d'appliquer des politiques et des programmes visant à accroître et à faciliter la participation constructive des jeunes dans le domaine du désarmement et de la non-prolifération.

À cet égard, le programme annuel de bourses d'études dans les domaines du désarmement et de la sécurité internationale, lancé par l'Inde en 2019, a été bien accueillie par plusieurs États Membres, en particulier par les jeunes diplomates. Ce programme de bourses vise à sensibiliser les jeunes dirigeants du monde entier aux questions liées aux sujets contemporains que sont le désarmement, la non-prolifération, la maîtrise des armements et la sécurité internationale, et à leur permettre d'échanger des vues à ce sujet. Il consiste en des échanges, des exposés et des exercices de simulation par des experts de premier plan sur une série de sujets, tels que les conditions de sécurité dans le monde, les armes de destruction massive, certaines armes classiques, la sécurité dans l'espace, la sécurité du cyberspace, les contrôles à l'exportation et les technologies émergentes, ainsi qu'en des visites d'installations du Département indien de l'énergie atomique et de l'Organisation indienne de recherche spatiale afin de fournir aux bénéficiaires une exposition directe aux programmes nucléaires et spatiaux civils de l'Inde.

Le programme de bourses entre également dans le cadre des prescriptions de la résolution de l'Assemblée générale intitulée « Étude de l'Organisation des Nations Unies sur l'éducation en matière de désarmement et de non-prolifération » et est conforme à l'objectif de la sensibilisation à la question du désarmement défini dans

le programme de désarmement du Secrétaire général intitulé « Assurer notre avenir commun : un programme de désarmement ».

La troisième édition du programme de bourses s'est tenue du 9 au 27 janvier 2023 au Sushma Swaraj Institute of Foreign Service, à New Delhi.

Kiribati

[Original : anglais]

[31 mai 2023]

Au cours des deux dernières années, Kiribati a coparrainé des manifestations avec le Kazakhstan et des organisations de la société civile, notamment l'initiative « Reverse the Trend: Save Our Planet, Save Our People » de la Nuclear Age Peace Foundation ; la Marshalllese Educational Initiative ; Peace Boat US ; entre autres. Enfin, nous avons coorganisé une série de consultations, avec de jeunes militants de la région du Pacifique, sur l'application des articles 6 et 7 du Traité sur l'interdiction des armes nucléaires, au cours desquelles nous les avons invités à faire entendre leur voix sur l'effet dévastateur de plus de 300 essais nucléaires dans leur région. Globalement, nous avons examiné, dans le cadre de nos manifestations, les effets croisés des armes nucléaires et des changements climatiques, qui sont particulièrement considérables et constituent une menace significative pour notre région.

Mexique

[Original : espagnol]

[31 mai 2023]

Le Mexique communique le présent texte en application de la résolution [76/45](#) de l'Assemblée générale, intitulée « Jeunes, désarmement et non-prolifération ».

Les jeunes du monde entier jouent un rôle important en matière de sensibilisation, de changement et d'innovation. En matière de désarmement, leurs points de vue et leurs nouveaux concepts sont positifs et contribuent aux stratégies de non-prolifération et de désarmement. Il importe de les informer, de les impliquer et de leur donner des moyens d'action pour qu'ils deviennent des acteurs de la paix, en les aidant à se mobiliser, à agir et à promouvoir les idéaux que sont le désarmement et la non-prolifération dans leurs communautés.

Dans ce contexte, le Mexique a réalisé les activités suivantes :

- En coordination avec l'Organisme pour l'interdiction des armes nucléaires en Amérique latine et dans les Caraïbes et le James Martin Center for Nonproliferation Studies, le Mexique continue d'organiser l'école de printemps sur le désarmement nucléaire et la non-prolifération à l'intention des jeunes diplomates latino-américains et caribéens afin de renforcer les capacités techniques des nouvelles générations de diplomates.
- Dans le cadre de la Première Commission de l'Assemblée générale, le Mexique présente tous les deux ans la résolution intitulée « Étude de l'Organisation des Nations Unies sur l'éducation en matière de désarmement et de non-prolifération ».
- En 2021, il s'est porté coauteur de la résolution [76/45](#) de l'Assemblée générale, intitulée « Jeunes, désarmement et non-prolifération ».

- La même année, en coordination avec le Bureau des affaires de désarmement de l'Organisation des Nations Unies, il a coorganisé une manifestation parallèle à l'occasion du vingtième anniversaire de la résolution intitulée « Étude de l'Organisation des Nations Unies sur l'éducation en matière de désarmement et de non-prolifération ».
- En 2022, sous les auspices de l'Agence internationale de l'énergie atomique, de la section mexicaine de Women in Nuclear et de la Mission permanente du Mexique auprès des organisations internationales ayant leur siège à Vienne, le webinaire sur le thème « Possibilités d'évolution professionnelle pour les femmes intéressées par une carrière dans les domaines de la science et du nucléaire » a été organisé. L'objectif était de sensibiliser les jeunes femmes aux possibilités de carrière dans le domaine des utilisations pacifiques de l'énergie nucléaire.
- En 2022, le Mexique a procédé au lancement virtuel de la « Stratégie de sensibilisation au désarmement du Bureau des affaires de désarmement de l'Organisation des Nations Unies ».
- Il poursuit son programme de jeunes délégués, qui participent aux travaux sur les questions du désarmement et de la non-prolifération au sein de la Première Commission de l'Assemblée générale.
- Dans le cadre de l'Organisation des États américains, le Mexique continue de présenter une résolution sur l'importance de promouvoir une culture de non-violence et de paix entre les États.
- Au niveau national, l'académie diplomatique dénommé « Instituto Matías Romero » offre des formations en matière de désarmement, de non-prolifération et de paix aux fonctionnaires du Gouvernement fédéral travaillant dans les représentations du Mexique à l'extérieur.
- Le Secrétariat des relations extérieures participe à des forums sur le désarmement nucléaire et les conséquences humanitaires des armes nucléaires. En outre, il propose des programmes de stages et des services sociaux professionnels aux diplômés des établissements d'enseignement supérieur du Mexique afin qu'ils acquièrent une expérience des Nations Unies, en particulier en matière de désarmement et de non-prolifération. Il fait également connaître aux fonctionnaires du Gouvernement fédéral les possibilités de formation offertes par les organisations internationales.
- Les Forces armées mexicaines forment au désarmement les nouvelles générations du Secrétariat de la défense nationale et du Secrétariat de la marine. Elles mènent, auprès de la population et des jeunes, des campagnes visant à prévenir la possession, le port et l'utilisation d'armes, y compris une campagne annuelle de destruction d'armes à feu.
- Dans le système d'éducation militaire du Secrétariat de la défense nationale, l'ajout de matières sur le désarmement et la non-prolifération est encouragée afin de sensibiliser à ces questions dans le cadre de la sécurité nationale. Le Centre d'études de l'armée et de la force aérienne propose une formation sur la Convention sur la limitation de l'emploi de certaines armes inhumaines. Dans la section de spécialisation en administration publique, il y a une unité d'enseignement sur les traités internationaux signés par le Mexique, y compris les traités relatifs aux armements.
- Le Secrétariat de la défense nationale a exécuté un projet à l'intention des enseignants et des étudiants des programmes de doctorat en développement de la sécurité nationale et de maîtrise en sécurité et en direction stratégique,

l'objectif étant de leur doter des capacités de réaliser des études et des analyses sur les risques, les scénarios et les mécanismes permettant d'éviter la prolifération des armes nucléaires et des moyens de lancement.

- Le Secrétariat de la marine, par l'intermédiaire de son université navale, a introduit dans ses plans éducatifs les questions du désarmement et de la non-prolifération des armes nucléaires.

La Commission nationale pour la sûreté nucléaire et les garanties, par l'intermédiaire de la Société nucléaire mexicaine, collabore avec l'Association des jeunes pour l'énergie nucléaire au Mexique et l'invite à participer aux congrès annuels sur la sécurité nucléaire, le désarmement et la non-prolifération. L'association a également organisé des débats sur les utilisations pacifiques de l'énergie nucléaire et les répercussions ainsi que les conséquences de l'utilisation des armes nucléaires.

Le Mexique continuera à encourager tous les États à adopter des mesures destinées à promouvoir la sensibilisation au désarmement et à la non-prolifération nucléaire auprès des jeunes, convaincu que tous les pays ont la possibilité et l'obligation de contribuer à cette cause, pour la protection de notre avenir commun.

Qatar

[Original : arabe]

[14 avril 2023]

Par la décision du Conseil des ministres n° 26 de 2004, le Qatar a créé le Comité national pour l'interdiction des armes relevant du Ministère de la défense, qui est notamment compétent pour contrôler l'application des instruments internationaux relatifs au désarmement et à la non-prolifération et sert de point de contact entre le Qatar et les organisations internationales œuvrant dans le domaine de l'interdiction des armes.

Par sa décision n° 45 de 2007, le Conseil des ministres a élargi les fonctions du Comité national pour l'interdiction des armes, qu'il a chargé d'élaborer et de mettre en œuvre les programmes nécessaires pour faire connaître les textes des instruments internationaux relatifs à l'interdiction des armes.

Le Qatar a adhéré à bon nombre d'instruments internationaux relatifs à l'élimination des armes de destruction massive et à la non-prolifération.

Afin de promouvoir l'éducation en matière de désarmement et de non-prolifération, le Comité national pour l'interdiction des armes diffuse des informations sur ces instruments et y sensibilise le grand public, en particulier les jeunes. Il organise des ateliers annuels de vulgarisation à l'intention des élèves du secondaire, des universités, des facultés privées et des écoles militaires, des fonctionnaires de l'État et des représentants de la société civile, en vue de renforcer les capacités nationales dans ce domaine, comme prévu dans la Vision nationale du Qatar pour 2030.

Le Comité national diffuse, en coordination avec les instances compétentes, des informations sur ces instruments et sensibilise le public à des questions ayant trait à l'interdiction des armes sur son site Web (www.ncpw.org.qa).

En 2013, le Comité national a créé un prix encourageant les élèves du secondaire à s'engager dans la voie de la recherche scientifique dans le contexte des instruments relatifs aux armes de destruction massive et aux armes interdites sur le plan international. Il a également lancé un concours de création d'affiches alertant le public

sur les dangers de ces armes, dont les lauréats se voient attribuer d'importantes sommes d'argent.

Les experts du Comité national proposent, dans le cadre de son programme de sensibilisation, des conférences de vulgarisation et d'information au sujet des armes biologiques, chimiques et nucléaires et de leurs dangers dans un certain nombre d'établissements secondaires pour filles et garçons. Ces conférences s'inscrivent dans le cadre de l'action menée sur le terrain par le Comité national, qui cherche à sensibiliser les jeunes aux dangers des armes de destruction massive et aux instruments relatifs au désarmement.

Un court exposé sur les dangers des armes de destruction massive (nucléaires, chimiques et biologiques) a été intégré aux programmes scolaires du secondaire, en coordination avec le Ministère de l'éducation et de l'enseignement supérieur.

Étant donné que les jeunes jouent un rôle social important dans le maintien de la paix et de la sécurité, le Comité national appuie leur participation dans le domaine du désarmement et de la non-prolifération au moyen d'initiatives éducatives et artistiques originales visant à assurer un avenir plus sûr et durable aux générations futures. Parmi ces initiatives, l'on compte ce qui suit :

Lors d'ateliers de sensibilisation, une élève du secondaire a présenté un exposé sur le « rôle des jeunes dans la réalisation de la Vision nationale du Qatar pour 2030 au moyen de la sensibilisation à l'importance d'interdire les armes nucléaires, chimiques et biologiques ».

Les étudiantes et les étudiants ont participé en grand nombre aux concours du Comité national pour l'interdiction des armes, à la présentation de travaux de recherche et à la conception d'affiches promouvant le désarmement et la non-prolifération.

En 2012, le Qatar a créé le Centre de formation régional de Doha spécialisé dans les accords relatifs aux armes de destruction massive, qui propose, aux niveaux local, régional, continental et international, des services d'éducation et de formation dans le domaine du désarmement et de la non-prolifération.

En vue de sensibiliser aux questions du désarmement et de la non-prolifération, le Comité national pour l'interdiction des armes a signé un mémorandum d'accord avec l'Université de Georgetown au Qatar en 2014 et un autre avec l'Université du Qatar en 2015. Ces deux mémorandums ont instauré une coopération qui repose sur la participation des étudiants et des enseignants des deux universités à des activités et à des travaux de recherche reliant les aspects théorique et pratique, s'agissant des accords relatifs à l'interdiction des armes et de leur rôle dans la promotion de la paix et de la sécurité internationales.

Les délégations officielles dépêchées par le Qatar aux conférences internationales sur le désarmement et la non-prolifération ci-après ont compté parmi leurs membres de jeunes étudiants d'université :

- a) la Conférence générale de l'Agence internationale de l'énergie atomique en 2016 ;
- b) la huitième Conférence d'examen de la Convention sur les armes biologiques en 2018 ;
- c) la Conférence des États parties à la Convention sur les armes biologiques à Genève en 2017 ;
- d) la Conférence des États parties et la quatrième Conférence d'examen de la Convention sur les armes chimiques à La Haye en 2018.

En coopération avec le Qatar Debate Center de la Qatar Foundation, le Comité national pour l'interdiction des armes a organisé des débats publics à l'intention des étudiants d'université et des élèves du secondaire du Qatar sur les accords relatifs aux armes de destruction massive (2017-2020).

République de Corée

[Original : anglais]
[9 mai 2023]

La République de Corée considère que le fait de donner des moyens d'action aux jeunes dans le domaine du désarmement et de la non-prolifération contribue à inscrire le débat dans la durée et à en assurer la diversité. En outre, la participation active des jeunes générations insufflerait un élan positif à des débats sur le désarmement qui s'enlisent.

Forte de cette conviction et défendant ardemment la 38^e action relative à la création d'une plateforme visant à promouvoir l'engagement des jeunes, définie dans le programme de désarmement du Secrétaire général (« Assurer notre avenir commun »), la République de Corée a présenté le projet de résolution intitulé « Jeunes, désarmement et non-prolifération » à l'Assemblée générale des Nations Unies en 2019 et en 2021.

Les initiatives suivantes illustrent les efforts qu'a déployés la République de Corée pour mobiliser et sensibiliser les jeunes en faveur du désarmement et de la non-prolifération et leur donner des moyens d'action à cet égard.

En juillet 2020, la République de Corée a organisé la Conférence modèle sur le Traité sur la non-prolifération pour les jeunes. Quarante-six jeunes ont été invités à participer à six débats concernant le régime de non-prolifération nucléaire. Ils y ont appris l'importance de préserver et de renforcer les principaux traités et normes internationaux sur les armes nucléaires.

En juin 2022, la République de Corée a organisé le camp de jeunes sur le désarmement et la non-prolifération, auquel ont participé 30 jeunes élèves. Deux séances spéciales, animées par des experts, ont été consacrées aux questions nouvelles que sont les systèmes d'armes autonomes létaux et la sécurité spatiale. Le camp de jeunes a été l'occasion parfaite de promouvoir la compréhension par les jeunes des enjeux nouveaux et leur mobilisation à cet égard.

Depuis 1999, la République de Corée publie un manuel sur le désarmement et la non-prolifération à l'intention des professionnels, des universitaires et du grand public dans le pays. La cinquième édition a été publiée en 2021 pour refléter l'évolution actuelle de la situation. Des exemplaires ont été distribués aux universités et le manuel publié sur le site Web du Ministère des affaires étrangères.

Par ailleurs, depuis 2016, la République de Corée accueille de jeunes diplomates de divers pays dans le cadre du Programme de bourses d'études, de formation et de services consultatifs des Nations Unies en matière de désarmement. Des visites de Panmunjom et du mémorial de la guerre de Corée sont organisées pour mieux faire comprendre aux bénéficiaires du programme la situation en matière de sécurité dans la péninsule coréenne.

La République de Corée a organisé plusieurs manifestations en collaboration avec le Bureau des affaires de désarmement. Le séminaire intitulé « 74 years of nuclear disarmament and the contribution of youth beyond 2020 » (74 ans de désarmement nucléaire et la contribution de la jeunesse au-delà de 2020), organisé en

janvier 2020, a été l'occasion pour les jeunes de réfléchir à la manière d'associer la jeunesse à la réalisation du désarmement nucléaire.

Dans le cadre de la dix-neuvième conférence conjointe République de Corée-ONU sur les questions de désarmement et de non-prolifération, qui s'est tenue en décembre 2020, 25 représentants de la jeunesse mondiale ont discuté, au cours d'une séance spéciale, des moyens de mobiliser les jeunes dans ce domaine.

En juin 2021, la République de Corée a coorganisé, avec le Bureau des affaires de désarmement, le Forum des jeunes sur le désarmement et la non-prolifération, à laquelle 25 jeunes originaires de 21 pays ont discuté des moyens de soutenir les efforts internationaux en faveur du désarmement et de la non-prolifération tout en recherchant des synergies entre des questions telles que les objectifs de développement durable, les technologies nouvelles et émergentes et les questions de genre. Le Forum s'est conclu par l'adoption d'une déclaration en faveur du désarmement et de la non-prolifération, la « Seoul Youth Declaration ».

En août 2022, la République de Corée a coorganisé, avec le Bureau des affaires de désarmement et le British American Security Information Council, une manifestation parallèle axée sur la promotion de la participation de la jeunesse au domaine du désarmement et de la non-prolifération, lors de la dixième Conférence des Parties chargée d'examiner le Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires. Environ 80 jeunes du monde entier ont activement débattu de quatre thèmes (le désarmement nucléaire ; la non-prolifération des armes nucléaires ; l'utilisation de l'énergie nucléaire à des fins pacifiques ; et l'équité, la diversité et l'inclusion) et ont formulé leurs propres recommandations à cet égard. Le rapport final de cette manifestation a été soumis comme document de travail à la Conférence.

En outre, la République de Corée soutient les initiatives Les jeunes pour le désarmement et #Leaders4Tomorrow du Bureau des affaires de désarmement, dont l'objectif est de sensibiliser aux questions de désarmement et de non-prolifération au moyen de divers projets et de permettre aux jeunes de participer au débat.

En 2020, la République de Corée a également apporté son concours au Bureau des affaires de désarmement dans la création d'un site Web dédié (youth4disarmament.org), qui a servi de plateforme d'information à l'intention des jeunes sur les questions de désarmement et de non-prolifération. Elle a contribué à la production d'une série de vidéos explicatives sur le désarmement en anglais, en espagnol, en français et en coréen. Ces vidéos permettent au grand public de comprendre les notions élémentaires du désarmement.

La République de Corée appuie également le programme de mobilisation des jeunes mis en œuvre par l'Institut des Nations Unies pour la recherche sur le désarmement. Ce programme comprend un cours d'orientation en ligne sur le désarmement, une première conférence Simul'ONU, un concours de rédaction et un programme professionnel pour les diplômés. Il aide les jeunes à renforcer leurs aptitudes en matière de recherche sur les questions de désarmement.

La République de Corée estime que le fait de mobiliser et de sensibiliser les jeunes en faveur du désarmement et de la non-prolifération et de leur donner des moyens d'action à cet égard contribuera à favoriser la diversité des débats et à les inscrire dans la durée. En outre, comme souligné dans la Déclaration faite à l'occasion de la célébration du soixante-quinzième anniversaire de l'Organisation des Nations Unies, le fait d'inviter les jeunes à contribuer de manière significative à la paix et au développement, de les sensibiliser, de les mobiliser et de leur donner les moyens d'action nécessaires est essentiel pour instaurer une culture de paix durable, promouvoir le désarmement et la non-prolifération et, en définitive, créer un monde plus sûr pour tous et toutes.

La République de Corée continuera de participer activement aux discussions en cours sur la jeunesse, notamment au Nouvel Agenda pour la paix, et de mener différentes activités pour mobiliser et sensibiliser les jeunes dans le domaine du désarmement et de la non-prolifération et leur donner des moyens d'action à cet égard.

III. Réponses reçues de l'Organisation des Nations Unies et d'autres organisations internationales et régionales

Agence internationale de l'énergie atomique

[Original : anglais]
[9 mai 2023]

Garanties de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA)

Le quatorzième colloque sur les garanties internationales, qui s'est tenu en octobre 2022, a été l'occasion de lancer un premier concours de rédaction adressé aux étudiants. Quarante contributions de jeunes du monde entier ont été reçues. Vingt pour cent des contributions présentées au colloque l'ont été par des étudiants et des professionnels en début de carrière. Au cours d'une session spéciale sur l'autonomisation des jeunes, intitulée « Millennial nuclear caucus on safeguards », un débat faisant intervenir un groupe de professionnels en début de carrière a été organisé, de même que des activités de mentorat rapide.

L'AIEA a offert les services de mentors au programme de mentorat des jeunes femmes dans le domaine de la non-prolifération et du désarmement, créé dans le contexte de l'initiative « Young Women and Next Generation ». Cette initiative a été lancée par le Centre de Vienne pour le désarmement et la non-prolifération et l'International Affairs Institute dans le cadre du Consortium de l'Union européenne chargé de la non-prolifération et du désarmement.

Au cours de la période considérée, trois éditions du programme de formation sur les garanties ont été organisées. Des personnes venant d'États dépourvus de cycle du combustible nucléaire ou dont le cycle est très limité y ont pris part, l'objectif du programme étant de renforcer les capacités dans le domaine de la non-prolifération et des garanties de l'AIEA. Les bénéficiaires du programme ont suivi des cours approfondis et concrets à l'AIEA, et ont notamment effectué des visites techniques dans des installations nucléaires d'États membres soutenant le programme.

En 2022, a été organisée la toute première introduction à l'AIEA et aux garanties dans le cadre d'un cours de deux semaines destiné aux jeunes cadres (35 personnes originaires de 25 pays y ont pris part).

Le programme de bourses Marie Skłodowska-Curie et le programme Lise Meitner de l'AIEA

Le programme de bourses Marie Skłodowska-Curie vise à accroître le nombre de femmes dans le domaine nucléaire et à faciliter la constitution d'un personnel largement représentatif, composé de femmes et d'hommes qui contribuent à l'innovation scientifique et technique mondiale et lui servent de moteur. Depuis son lancement en 2020, 360 étudiantes fréquentant des universités situées dans 65 pays différents et représentant 110 États membres ont été sélectionnées. Vingt-six d'entre elles poursuivaient des études de master dans le domaine des garanties et de la non-prolifération.

L'AIEA a lancé le programme Lise Meitner en mars 2023. Il vise à stimuler la progression professionnelle des femmes dans le secteur du nucléaire et permet aux

femmes en début et en milieu de carrière d'effectuer des visites professionnelles de plusieurs semaines et d'améliorer leurs compétences techniques et générales.

Bureau des affaires de désarmement

[Original : anglais]

[9 mai 2023]

Le Bureau des affaires de désarmement a réalisé des progrès importants pour ce qui est de sensibiliser et de mobiliser les jeunes dans le domaine du désarmement et de leur donner des moyens d'action à cet égard, en mettant l'accent sur les recommandations formulées dans la résolution biennale de l'Assemblée générale intitulée « Jeunes, désarmement et non-prolifération » (résolutions 74/64 et 76/45).

La Haute-Représentante pour les affaires de désarmement a engagé des échanges avec les jeunes à l'occasion de manifestations et de dialogues informels, organisés notamment en marge de réunions multilatérales sur le désarmement.

Le Bureau a lancé l'initiative de sensibilisation Les jeunes pour le désarmement en 2019, puis a mis en place en 2020 une plateforme numérique dédiée aux jeunes et proposant des bulletins d'information électroniques, des exercices d'écriture et des ressources éducatives. En 2022, il a publié un recueil d'histoires soumises par des jeunes via le site Web.

De 2020 à 2022, le Bureau a mobilisé 10 Jeunes champions du désarmement dans le cadre de cours et de webinaires interactifs. En 2022, il a fait participer 25 jeunes leaders originaires de 20 pays à la série d'ateliers #Leaders4Tomorrow, qui s'est déroulée sur 10 mois et lors de laquelle les liens entre le désarmement et d'autres domaines ont été analysés. Les participantes et participants aux deux programmes ont présenté leurs idées aux parties prenantes lors de voyages d'études à New York et à Genève.

En 2021, le Bureau a coorganisé, à Séoul, le Forum des jeunes sur le désarmement et la non-prolifération, auquel ont pris part 25 jeunes leaders provenant de régions géographiques diverses. Les participantes et participants ont adopté des recommandations sur le rôle des jeunes dans la promotion du désarmement.

En 2023, le Bureau a lancé la série « Leaders to the Future », qui propose des ateliers mensuels sur le désarmement à d'anciens bénéficiaires du programme. Les jeunes réunis en groupes de travail subsidiaires ont formulé des recommandations en la matière.

Le Bureau a organisé des activités artistiques, littéraires et physiques pour faire participer les jeunes de tous horizons, quels que soient leurs centres d'intérêt.

Avant la dixième Conférence des Parties chargée d'examiner le Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires, le Bureau a organisé, en collaboration avec le British American Security Information Council, un webinaire sur les recommandations formulées par 150 jeunes cadres en vue de renforcer la mise en œuvre du Traité. En marge de la Conférence, trois manifestations parallèles sur la promotion du programme relatif aux jeunes, à la non-prolifération et au désarmement ont été organisées, ainsi qu'une rencontre entre des jeunes et une personne qui a survécu au bombardement atomique d'Hiroshima.

Dans le cadre de ses efforts en matière d'innovation responsable, le Bureau a poursuivi ses activités de sensibilisation à l'intention des étudiants et des jeunes professionnels dans les domaines de la science, de la technologie, de l'ingénierie et des mathématiques. En 2023, il a lancé l'initiative la plus ambitieuse qu'il ait jamais

entreprise sur le thème de la promotion de l'innovation responsable dans le domaine de l'intelligence artificielle au service de la paix et de la sécurité.

Dans ses campagnes sur les médias sociaux, le Bureau encourage les activités menées par les jeunes pour susciter l'intérêt de leur communauté pour les sujets liés au désarmement.

Des séminaires en présence de représentants gouvernementaux et d'autres parties prenantes ont été organisés par les centres régionaux du Bureau pour souligner la nécessité d'une participation effective et sans exclusive des jeunes aux processus de paix et de sécurité. Une réunion avec des représentants de la Jamaïque a permis d'établir des lignes directrices nationales pour l'élaboration de protocoles de lutte contre l'utilisation des armes à feu dans les écoles, présentées à Kingston en 2023.

Le Bureau a lancé l'initiative « Youth for Biosecurity » (les jeunes au service de la sûreté biologique) afin d'informer les jeunes scientifiques, en particulier ceux des pays du Sud, de leur rôle en matière de sécurité et sûreté biologiques et de renforcer les capacités mondiales de lutte contre l'utilisation d'agents biologiques à des fins néfastes. La Déclaration des jeunes pour la sûreté biologique et les recommandations des jeunes pour la neuvième Conférence des États parties chargée de l'examen de la Convention sur l'interdiction de la mise au point, de la fabrication et du stockage des armes bactériologiques (biologiques) ou à toxines et sur leur destruction ont été publiées respectivement en 2021 et en 2022, et la bourse pour les jeunes au service de la sûreté biologique a été lancée en 2023.

Le Bureau a intensifié ses efforts de sensibilisation et d'éducation, notamment par des actions de communication et de renforcement des capacités. En 2021 et 2022, il a poursuivi son partenariat avec l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe pour former de jeunes cadres. Chaque année, 150 bourses d'études sont ainsi octroyées, les candidatures féminines faisant l'objet d'une attention particulière.

En 2023, le Bureau a lancé sa toute première stratégie d'éducation en matière de désarmement afin de mobiliser des publics plus jeunes au moyen d'initiatives d'éducation à la paix de plus grande envergure. En mai 2023, il a lancé un appel à candidatures au programme du Fonds des jeunes leaders pour un monde exempt d'armes nucléaires, qui permet de doter les jeunes de connaissances sur les conséquences de l'utilisation des armes nucléaires.

Le Bureau a continué d'offrir aux jeunes la possibilité d'acquérir une expérience professionnelle en effectuant des stages, des missions de conseil et en participant au Programme des administrateurs auxiliaires.

Commission préparatoire de l'Organisation du Traité d'interdiction complète des essais nucléaires

[Original : anglais]
[9 mai 2023]

La Commission préparatoire de l'Organisation du Traité d'interdiction complète des essais nucléaires (OTICE) s'est engagée à mettre en œuvre la résolution 74/64 de l'Assemblée générale. Elle a donc pris l'initiative d'inviter son groupe de la jeunesse, dont sont membres 1 300 jeunes originaires de 125 pays, à faire campagne pour l'entrée en vigueur du Traité et pour la non-prolifération nucléaire et le désarmement.

En septembre 2021, le Conseil de sécurité a organisé une séance sous la présidence de l'Irlande pour marquer le vingt-cinquième anniversaire du Traité d'interdiction complète des essais nucléaires. La séance a été l'occasion d'entendre pour la première fois un exposé d'une personne membre du Groupe de la jeunesse

pour l'OTICE, Maggie Wanyaga, qui a fait valoir de manière convaincante que les jeunes étaient les meilleurs défenseurs du désarmement et de la non-prolifération nucléaires. Par ailleurs, les membres du Groupe de la jeunesse, Ahmed Elsabagh et Shizuka Kuramitsu, ont participé à la dixième réunion ministérielle des Amis du Traité d'interdiction complète des essais nucléaires, qui s'est déroulée pendant la semaine de haut niveau de la soixante-dix-septième session de l'Assemblée générale.

En 2021 et 2022, son programme de mentorat, sa bourse de recherche et son projet « Building Bridges » ont permis à l'Organisation d'élargir la portée de son action de sensibilisation et de renforcer les capacités de jeunes originaires d'États n'ayant pas encore signé le Traité. L'Organisation a également collaboré avec des mouvements et des organisations de jeunes mobilisés en faveur de la protection de l'environnement, du développement durable et d'une paix et d'une sécurité accrues pour toutes et tous.

L'OTICE a conscience que la mobilisation et la sensibilisation des jeunes et le fait de leur donner les moyens d'agir peuvent offrir des possibilités, des perspectives et des idées nouvelles qui font progresser nos objectifs communs. Plus de 80 membres du Groupe de la jeunesse pour l'OTICE ont donc été invités à participer au colloque « Science Diplomacy » (Science et diplomatie) de 2022. Ils devraient être presque aussi nombreux à participer à la conférence « Sciences et techniques » prévue en juin 2023.

Le recours accru à des formats virtuels interactifs a permis à un plus grand nombre de jeunes de pays en développement de participer aux activités de l'OTICE et a fait augmenter de 25 % le nombre de jeunes membres pour la période 2021-2022.

Département de la communication globale

[Original : anglais]
[26 mai 2023]

Le Département de la communication globale travaille en étroite collaboration avec le Bureau des affaires de désarmement pour promouvoir la mobilisation des jeunes et les activités visant à leur donner des moyens d'action dans les domaines du désarmement et de la non-prolifération.

À l'occasion de la première Journée internationale de sensibilisation au désarmement et à la non-prolifération le 5 mars 2023, le Département a lancé sur ses comptes de médias sociaux, forts de plus de 64 millions d'abonnés, de nouveaux graphiques ciblant un public plus jeune afin de promouvoir l'éducation en matière de désarmement. Deux jours après le lancement de la campagne de promotion, les messages publiés sur les médias sociaux avaient été vus par près de 400 000 utilisateurs.

En outre, un filtre de réalité augmentée a été conçu sur Instagram, mettant en avant la sculpture du revolver noué. Le filtre a principalement été utilisé par un public plus jeune. Les utilisateurs d'Instagram ont été invités à créer des effets avec la sculpture emblématique et à publier leurs propres messages de paix. Cette campagne a été promue sur les médias sociaux de l'ONU en neuf langues et a permis de toucher plus de 200 millions de personnes dans le monde.

En septembre 2021, le Département a couvert, sur ONU Info, la session de la Conférence du désarmement consacrée à la jeunesse, publiant des déclarations de hauts fonctionnaires de l'ONU et l'Envoyée du Secrétaire général pour la jeunesse. Il a également suivi la séance du Conseil de sécurité de septembre 2021 marquant le vingt-cinquième anniversaire de l'adoption du Traité d'interdiction complète des

essais nucléaires, en mettant à l'honneur un membre de premier plan du Groupe de la jeunesse pour l'Organisation du Traité d'interdiction complète des essais nucléaires (OTICE).

Le portrait d'un étudiant d'Hiroshima utilisant l'intelligence artificielle pour coloriser des photos en noir et blanc de hibakusha a été présenté dans l'une des vidéos produites par le Département de la communication globale.

Disposant de 59 bureaux sur le terrain, le Département s'adresse aux jeunes dans les langues locales dans ses messages sur le désarmement. Par exemple, depuis 2021, le centre d'information des Nations Unies à Tokyo a contribué à l'organisation de 15 manifestations visant à alerter le public sur les dangers des armes nucléaires, notamment en organisant ou en appuyant l'organisation de colloques, de dialogues et de festivals sur le sujet, ainsi que d'activités à l'occasion de journées internationales consacrées à la non-prolifération et à l'élimination des armes nucléaires, et d'activités d'information sur les parties au Traité sur l'interdiction des armes nucléaires.

En août 2021, l'Envoyée du Secrétaire général pour la jeunesse a participé à la Conférence sur le désarmement. Pour la première fois, la question de la jeunesse a figuré dans les débats de la Conférence. Pour mieux faire connaître l'initiative Les jeunes pour le désarmement, le Bureau a soutenu des initiatives importantes de sensibilisation et de communication dans le cadre de la campagne #YouthInAction for Disarmament marquant l'anniversaire de la résolution 74/46 de l'Assemblée générale, comme la Semaine du désarmement et la campagne menée auprès des jeunes #StepUp4Disarmament, toutes deux organisées en 2021.

Institut des Nations Unies pour la recherche sur le désarmement

[Original : anglais]

[30 mai 2023]

L'Institut des Nations Unies pour la recherche sur le désarmement (UNIDIR) a réalisé des progrès notables au cours de la période 2022-2023 dans la mise en œuvre de son programme de mobilisation des jeunes, ce qui témoigne de son engagement continu à cet égard. Il a achevé plusieurs activités importantes consacrées aux jeunes et au désarmement. Le cours d'orientation en ligne sur le désarmement à l'intention des jeunes (<https://www.unidir.org/academy/youth-disarm>), qui a été lancé publiquement le 8 décembre 2022 et auquel plus de 200 personnes se sont inscrites, revêt une importance particulière. Spécialement conçu pour un public plus jeune partout dans le monde, il propose une introduction aux questions de désarmement et offre aux jeunes (de plus de 18 ans) un contenu adapté à leur âge et présentant des concepts fondamentaux du désarmement et des informations actualisées sur des sujets pertinents.

L'Institut a organisé une autre activité importante, un premier concours de rédaction sur le désarmement mondial (<https://www.unidir.org/essay2022>) visant à susciter une réflexion sur le lien entre désarmement, sécurité et développement. Il a reçu 121 dissertations de jeunes participantes et participants originaires de 38 pays. Les trois gagnantes et gagnants ont présenté leurs travaux en ligne lors d'une cérémonie de remise des prix organisée en décembre 2022, au cours de laquelle a aussi été publié un recueil des meilleures dissertations (<https://unidir.org/publication/disarmament-security-and-development-nexus-compendium-unidir-annual-youth-disarmament>).

Les 4 et 5 mai 2022, en collaboration avec Geneva International Model United Nations (GIMUN), l'Institut a également organisé en présentiel une conférence Simul'ONU (<https://www.unidir.org/events/model-un-2022-space-security-and-first->

committee), à laquelle ont pris part 60 élèves délégués qui ont débattu, activement et sur le fond, de la sécurité de l'espace et ont présenté un projet de résolution.

La deuxième édition de l'événement Simul'ONU consacrée à l'utilisation des systèmes d'armes létaux autonomes a été organisée les 20 et 21 avril 2023. Enfin et surtout, en 2022, le programme professionnel de l'Institut pour les diplômés a permis à 24 cadres diplômés (62 % de femmes et 38 % d'hommes), originaires de 15 pays d'Europe, d'Asie, d'Afrique, d'Amérique du Nord et d'Amérique du Sud, de rejoindre l'Institut pour y participer à des travaux de recherche et à d'autres activités.

Office des Nations Unies contre la drogue et le crime

[Original : anglais]

[31 mai 2023]

En 2023, l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime (ONUDC) a adopté une nouvelle stratégie visant à aider les États à réduire les armes à feu illicites et les menaces connexes en se fondant sur une approche multidimensionnelle et intégrée qui conjugue la prévention, la maîtrise des armements et des mesures adéquates de justice pénale aux niveaux mondial, régional et national (voir https://www.unodc.org/documents/treaties/Firearms_2023/Strategy_FACT_SHEET_2023_Final.pdf).

L'ONUDC souligne qu'il importe d'associer les jeunes aux efforts de réduction des armes à feu illicites et de la criminalité y relative dans le cadre de la nouvelle stratégie. En particulier, l'un des résultats à atteindre dans ce contexte consiste à inviter les représentants de la jeunesse à participer activement à la recherche de réponses collectives et à la formulation de politiques visant à réduire la prolifération illicite, le trafic et l'utilisation des armes à feu à des fins néfastes, ainsi qu'à réduire les menaces connexes telles que la violence urbaine ou la violence liée aux bandes organisées dans certaines régions. L'ONUDC devrait concrétiser cette approche lors de ses prochains travaux.

Dans le cadre du Programme mondial sur les armes à feu, l'ONUDC a mis en œuvre en Jamaïque un projet commun avec le Programme des Nations Unies pour le développement, l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture et le Centre régional des Nations Unies pour la paix, le désarmement et le développement en Amérique latine et dans les Caraïbes. Ce projet comporte un volet de prévention et de réduction de la violence liée aux armes à feu dans le pays. Financé par le fonds « Sauver des vies », il porte principalement sur la réduction de la violence au moyen de réformes stratégiques et de formations à la modification du comportement dans les écoles, ainsi que sur le renforcement de la législation interne sur les armes à feu, des mesures politiques et des capacités des spécialistes de la justice pénale.

En 2022, l'ONUDC a lancé le cadre « Youth Empowerment Accelerator » (YEA!) (cadre d'accélération de l'autonomisation des jeunes), qui recense les initiatives de l'Office destinées aux jeunes et propose des actions importantes d'intégration des jeunes pour promouvoir leur participation effective aux travaux de l'Office.

Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe

[Original : anglais]

[9 mai 2023]

1. L'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE), en collaboration avec le Bureau des affaires de désarmement à Vienne, a organisé le programme de bourses d'études pour la paix et la sécurité, un programme de formation sur la prévention et le règlement des conflits par la maîtrise des armements, le désarmement et la non-prolifération. Ce programme s'adressait aux jeunes cadres, en particulier les femmes, de la région de l'OSCE et d'ailleurs. L'initiative conjointe pour la période 2018-2022 avait pour objectif de donner aux jeunes cadres les moyens d'agir dans le domaine de la paix et de la sécurité, en particulier dans la sphère politico-militaire. En permettant aux jeunes cadres de mieux connaître et comprendre l'ensemble des principes régissant la maîtrise des armements, le désarmement et la non-prolifération, surtout les instruments de l'OSCE concernant les armes classiques et les armes de destruction massive, ainsi que les technologies émergentes et les questions transversales, et en les faisant participer au renforcement des capacités, l'initiative tend à combler le fossé entre les genres et entre les générations dans le secteur de la sécurité. La plupart des bénéficiaires de la bourse ont indiqué que le programme leur a permis de mieux comprendre les questions de la maîtrise des armements, du désarmement et de la non-prolifération et de se forger leurs propres idées sur l'intégration des questions de genre dans le secteur de la sécurité.

Pendant la période considérée, les activités ci-après ont été organisées lors de deux éditions de ladite initiative. La quatrième édition du programme de bourses d'études pour la paix et la sécurité, qui a pris la forme d'un cours en ligne de neuf semaines, s'est déroulée sur la plateforme d'apprentissage en ligne de l'OSCE de mai à juillet 2021. Au total, 120 bénéficiaires ont achevé le cours, dont 90 % de femmes. La cinquième édition s'est également déroulée sur neuf semaines sur la même plateforme de mai à juillet 2022 ; 123 bénéficiaires y ont participé, dont 88 % de femmes. Un cours d'une semaine a été organisé en présentiel à Vienne en novembre 2022 à l'intention de 44 diplômées venant de 39 États participants et de 2 partenaires pour la coopération.

2. Dans le cadre de l'académie en ligne « Perspectives 2030 » de l'OSCE, de jeunes cadres ont pu dialoguer avec des experts de l'organisation et ont formulé des recommandations à l'intention des décideurs. Deux groupes ont choisi d'accorder une attention particulière, respectivement, à la prévention des cyberattaques contre les infrastructures critiques et à l'uniformisation des rapports sur les émissions du secteur militaire et les moyens de renforcer la transparence des informations communiquées afin de susciter sans tarder une réflexion sur l'impact environnemental du secteur militaire.

Union européenne

[Original : anglais]

[31 mai 2023]

L'Union européenne a la conviction que les jeunes peuvent contribuer de manière significative à la promotion et à la réalisation d'une paix et d'une sécurité durables, notamment à l'atténuation des risques que posent les armes de destruction massive et les armes classiques. Dans sa stratégie globale pour la politique étrangère et de sécurité, l'Union européenne s'engage à rendre les sociétés plus résilientes, notamment en travaillant plus en profondeur dans les domaines de l'éducation, de la culture et de la jeunesse. Les pays membres de l'Union européenne se sont tous portés

coauteurs de la résolution 76/45 de l'Assemblée générale, ce qui signale l'importance que l'Union européenne attache à cette question.

En octobre 2022, le Plan d'action pour la jeunesse dans l'action extérieure de l'Union européenne pour la période 2022-2027 a été adopté. Il s'agit du tout premier cadre directeur définissant un partenariat stratégique avec les jeunes du monde entier pour construire un avenir plus résilient, plus inclusif et plus durable. Il permettra d'accroître la participation effective des jeunes et leur autonomisation dans les politiques d'action extérieure de l'Union.

Les actions de l'Union européenne en matière de désarmement et de non-prolifération prennent systématiquement en considération la mobilisation des jeunes, conformément aux décisions du Conseil de l'Union européenne :

- à l'appui de la Convention sur l'interdiction de la mise au point, de la fabrication et du stockage des armes bactériologiques (biologiques) ou à toxines et sur leur destruction (prévoyant un projet visant à développer les réseaux de biosûreté, notamment les réseaux de jeunes, dans les pays du Sud) ;
- à l'appui de l'Organisation pour l'interdiction des armes chimiques, qui finance des programmes d'éducation et de formation des jeunes sur l'utilisation pacifique de la chimie ;
- à l'appui des efforts de prévention et de lutte contre la prolifération et le trafic illicites d'armes légères et de petit calibre et de munitions et leur impact dans les Amériques, par la mise en place d'un programme d'activités périscolaires quotidiennes et de formation sur la prévention de la violence et l'aide aux victimes à l'intention des jeunes à risque dans les communautés ;
- à l'appui d'une lutte contre le trafic des armes légères et leur utilisation à des fins néfastes qui prendrait systématiquement en compte les questions de genre, conformément au programme pour les femmes et la paix et la sécurité. Celui-ci comprend un Recueil de modules sur le contrôle des armes légères permettant une participation effective et sûre aux initiatives de contrôle des armes légères et de petit calibre, et l'intégration, entre autres, des jeunes aux organes de coordination nationaux.

L'Union européenne agit en faveur de la sensibilisation des jeunes aux questions de désarmement et de non-prolifération au moyen des activités du Consortium de l'Union européenne chargé de la non-prolifération et du désarmement. Cela passe par des échanges éducatifs et la mobilisation des jeunes, notamment par le programme de mentorat « Young Women and Next Generation » (les jeunes femmes et la prochaine génération) dans les domaines de la non-prolifération et du désarmement.

IV. Réponses reçues d'organisations de la société civile et d'organisations non gouvernementales

Association internationale des médecins pour la prévention de la guerre nucléaire

[Original : anglais]
[31 mai 2023]

Le mouvement mondial des étudiants en médecine et des jeunes médecins qu'est l'Association internationale des médecins pour la prévention de la guerre nucléaire poursuit l'objectif commun consistant à éliminer les armes nucléaires et à inverser le cours de la crise climatique.

Depuis juillet 2021, les étudiants en médecine et les jeunes médecins de l'Association internationale ont organisé plusieurs réunions virtuelles, dont la projection en ligne, en août 2021, du film documentaire « The Vow from Hiroshima », suivie d'un débat interactif avec Setsuko Thurlow, rescapée de la bombe atomique. Notre réseau mondial a joué un rôle de premier plan lors de la première Réunion des États parties au Traité sur l'interdiction des armes nucléaires, qui s'est tenue en juin 2022. Un groupe d'experts composé de jeunes leaders de plus de six pays a participé à des activités de l'Organisation des Nations Unies et de la société civile à Vienne, en dialoguant avec des diplomates et en faisant un exposé au forum de la société civile de la Campagne internationale pour abolir les armes nucléaires, qui s'est tenu avant la réunion. Les chefs de file étudiants en médecine ont contribué à la rédaction et à la coordination de la déclaration des jeunes à la première Réunion des États parties.

Association mongole pour les Nations Unies

[Original : anglais]
[31 mai 2023]

L'Association mongole pour les Nations Unies fait partie d'un réseau mondial de plus de 100 Associations pour les Nations Unies présentes à travers le monde et soutenant les travaux de l'Organisation. Créée officiellement en 2021, l'Association mongole pour les Nations Unies s'emploie activement à mobiliser les jeunes sur les questions de désarmement et de non-prolifération en faisant la promotion en Mongolie de l'initiative Les jeunes pour le désarmement du Bureau des affaires de désarmement, notamment par la traduction et la diffusion d'informations sur les diverses possibilités de participation des jeunes au domaine du désarmement. Ainsi, de nombreux jeunes mongols ont pris part à la campagne #StepUp4Disarmement. En outre, dans le cadre de notre premier programme d'éducation à la citoyenneté mondiale, organisé en septembre et octobre 2021, nous avons sélectionné des contenus à utiliser par les jeunes éducateurs, notamment une session sur les armes de destruction massive.

Campagne internationale pour abolir les armes nucléaires

[Original : anglais]
[30 mai 2023]

Lors de la période considérée, la Campagne internationale pour abolir les armes nucléaires (ICAN) a organisé, outre ses activités de portée générale, plusieurs activités destinées spécifiquement aux jeunes.

Le programme Hiroshima-ICAN Academy, qui a été organisé en 2021 et 2022 et auquel 30 personnes participent chaque année, a servi de plateforme pour favoriser les connaissances, le dialogue et l'action en faveur du désarmement nucléaire. En juin 2022, la Campagne a fourni un appui au mouvement « Youth for the Treaty on the Prohibition of Nuclear Weapons » dans l'organisation d'une conférence à l'intention de la jeunesse parallèlement à la première Réunion des États parties au Traité sur l'interdiction des armes nucléaires. Cette conférence a permis aux jeunes de partager activement leurs points de vue sur la question. En avril 2023, la Campagne a réuni 55 jeunes originaires de 21 pays pour participer au sommet de la jeunesse du Groupe des Sept à Hiroshima, et plusieurs centaines de jeunes de toute l'Europe ont participé au forum ICAN Act on It à Oslo en mars 2023.

Campaign For Nuclear Disarmament

[Original : anglais]
[30 mai 2023]

La section jeunesse du mouvement Campaign for Nuclear Disarmament, Youth and Student Campaign for Nuclear Disarmament, agit dans le cadre des politiques et de l'objectif global du mouvement pour un monde sans armes nucléaires, mais mène ses propres campagnes de manière autonome. Sa devise, « books, not bombs » (des livres, pas des bombes), exprime le besoin de donner la priorité aux services publics bénéfiques, comme l'éducation, plutôt qu'aux armes nucléaires.

Des délégués du mouvement ont participé à des conférences internationales, telles que la première Réunion des États parties au Traité sur l'interdiction des armes nucléaires et le forum ICAN Act on It en Norvège. Au Royaume-Uni, de jeunes membres assistant à des manifestations mettent en évidence les liens entre les armes nucléaires et d'autres questions importantes d'actualité. Le mouvement s'emploie à instaurer une présence dans les universités partout au Royaume-Uni. Le nouveau groupe créé en 2021 à l'université de Durham a déjà réussi à faire adopter par le syndicat universitaire et le conseil local élu de Durham une motion de soutien au Traité sur l'interdiction des armes nucléaires.

Centre d'études sur l'énergie et la sécurité

[Original : anglais]
[30 mai 2023]

L'un des principaux objectifs de la Conférence de Moscou sur la non-prolifération est de faire participer de jeunes spécialistes des questions de non-prolifération et de maîtrise des armements. Près de 200 personnes, dont quelque 50 experts de la nouvelle génération âgés de moins de 35 ans, ont assisté à la conférence de 2022.

Depuis 2021, le Centre d'études sur l'énergie et la sécurité et la Commission préparatoire de l'Organisation du Traité d'interdiction complète des essais nucléaires s'emploient, en coopération avec l'équipe spéciale du Groupe de la jeunesse pour l'OTICE, à mettre en œuvre une bourse de recherche commune. Le but de ce programme est de mobiliser les jeunes experts dans les domaines de la non-prolifération et de la maîtrise des armements et de faire mieux connaître le Traité. Au cours des deux cycles, 50 jeunes chercheurs originaires de 33 pays y ont participé.

Hibakusha Stories

[Original : anglais]
[31 mai 2023]

La mission de Youth Arts New York/Hibakusha Stories est de transmettre l'expérience des bombardements atomiques à Hiroshima et Nagasaki aux nouvelles générations et à leur donner les moyens de construire un monde exempt d'armes nucléaires. Le mot hibakusha désigne en japonais les rescapés de la bombe atomique.

En raison de la pandémie de la maladie à coronavirus (COVID-19), nos activités en présentiel ont dû être considérablement réduites mais nos programmes de mobilisation des jeunes en faveur du mouvement pour l'abolition des armes nucléaires reprennent petit à petit. Nous avons eu le plaisir de reprendre, en novembre 2022, notre atelier de perfectionnement professionnel dans le domaine de l'éducation

en matière de désarmement. Se déroulant sur une journée, cet atelier s'adresse à des enseignants du secondaire de la ville de New York et est coparrainé par le Bureau des affaires de désarmement.

IM Swedish Development Partner

[Original : anglais]
[30 mai 2023]

L'organisation IM a créé le « humanium metal » qui transforme les armes à feu illicites en produits d'utilisation pacifique, servant ainsi d'outil puissant de sensibilisation. L'action militante des jeunes joue un rôle primordial dans les activités d'IM.

En 2021, en collaboration avec des organisations africaines de la société civile, IM a organisé une manifestation conjointe avec l'initiative « Faire taire les armes » lancée par les jeunes de la diaspora de l'Union africaine. La même année, l'organisation a été invitée par le Bureau des affaires de désarmement à intervenir dans le cadre de l'initiative Les jeunes pour le désarmement. Elle a aussi organisé une manifestation au musée de la photographie à Stockholm, au cours de laquelle des jeunes touchés par la violence liée aux armes à feu ont partagé leur expérience par des représentations orales. En 2022, IM a mis en place un programme de bourses pour les jeunes militants, qui se poursuit. Lors de la huitième Réunion biennale des États pour l'examen de la mise en œuvre du Programme d'action en vue de prévenir, combattre et éliminer le commerce illicite des armes légères sous tous ses aspects, IM, en collaboration avec le Réseau international d'action contre les armes légères et Maat for Peace, Development and Human Rights Association, a organisé une manifestation parallèle axée sur la participation des jeunes.

Instituto Tecnológico y de Estudios Superiores de Monterrey

[Original : anglais]
[12 avril 2023]

Dans le cadre du programme d'études en relations internationales et des activités visant à promouvoir la mobilisation et l'autonomisation des jeunes dans le domaine du désarmement, 54 étudiants ont mené des recherches sur les conséquences politiques, juridiques, économiques et éthiques des systèmes d'armes autonomes et sur les intérêts des différents acteurs étatiques en la matière. Ils ont également analysé les processus de négociation ayant eu lieu dans le cadre de la Convention sur l'interdiction ou la limitation de l'emploi de certaines armes classiques qui peuvent être considérées comme produisant des effets traumatiques excessifs ou comme frappant sans discrimination, ainsi que les initiatives régionales dans le domaine. Les étudiants ont par ailleurs participé à des conférences et se sont entretenus avec des représentants de la société civile engagés dans le processus diplomatique relatif aux systèmes d'armes autonomes et ayant participé à des processus de désarmement antérieurs, tels que les négociations sur les armes à sous-munitions ou les mines antipersonnel. Ils ont également formulé des propositions visant à peser sur les positions des gouvernements pour que de nouvelles réglementations sur les systèmes d'armes autonomes soient adoptées. Ces propositions ont été communiquées au Réseau Sécurité humaine d'Amérique latine à l'appui de la campagne « Stop Killer Robots » (campagne pour l'interdiction des robots tueurs).

James Martin Centre for Non-Proliferation Studies

[Original : anglais]

[30 mai 2023]

L'objectif du James Martin Center for Nonproliferation Studies est de former la prochaine génération d'experts en non-prolifération. À cette fin, nous proposons plusieurs projets d'éducation au désarmement et à la non-prolifération à l'intention des jeunes. Le « Critical Issues Forum » (Forum sur les questions essentielles) est un projet de sensibilisation aux questions du désarmement et de la non-prolifération ayant pour but d'apprendre aux lycéens partout dans le monde à être autonomes. Ces deux dernières années, deux conférences en ligne et cinq séries de conférences virtuelles ont été organisées dans le cadre du Forum, faisant participer des jeunes, en particulier des élèves de lycée, à la réflexion sur le désarmement nucléaire.

Le centre continue de proposer des formations d'été en cours d'emploi aux étudiants de premier cycle dans le domaine de la non-prolifération. Les étudiants mènent des recherches, sous différents angles, sur les questions liées au désarmement et à la non-prolifération. À l'automne 2018, le centre a lancé son initiative « Young Women in Nonproliferation » (les jeunes femmes dans le domaine de la non-prolifération). Ce programme vise à accroître la diversité de genre dans le domaine du désarmement et le nombre de participantes a continué d'augmenter au cours de la période considérée.

Pace University

[Original : anglais]

[31 mai 2023]

L'International Disarmament Institute de Pace University propose un programme d'enseignement et de recherche visant à faciliter l'élaboration de politiques de désarmement considérées sous les aspects humanitaire et environnemental et sous l'angle des droits humains. Les étudiants et les professeurs ont collaboré à la coordination des déclarations conjointes de la société civile sur la jeunesse et l'éducation en matière de désarmement présentées chaque année à la Première Commission de l'Assemblée générale, ont contribué à des manifestations parallèles et ont publié, dans le *First Committee Monitor*, des articles rendant compte des débats. Lors de la première Réunion des États parties au Traité sur l'interdiction des armes nucléaires, l'Institut a également contribué à l'élaboration d'un document de travail sur la mise en œuvre de l'éducation en matière de désarmement. Le cours phare de l'Institut sur les considérations politiques mondiales en matière de désarmement et de maîtrise des armements comprend un volet de participation citoyenne, affectant des étudiants de premier cycle auprès d'organisations non gouvernementales mobilisées aux niveaux local et international en faveur du désarmement. Ces deux dernières années, les étudiants ont consacré près de 1 000 heures d'apprentissage par le service à ces initiatives.

Peace Boat

[Original : anglais]

[31 mai 2023]

Peace Boat est une organisation internationale non gouvernementale à but non lucratif qui s'emploie à promouvoir la paix, les droits humains et la durabilité. Fondée par quatre étudiants d'université, Peace Boat a toujours travaillé avec et pour les jeunes.

Pendant la période considérée, en partenariat avec des écoles, des municipalités et des organisations à but non lucratif, nous avons entendu au fil de 24 sessions virtuelles organisées dans 31 pays des témoignages d'hibakusha, faisant ainsi porter leurs voix auprès de plus de 1 300 personnes. Nous avons également organisé le forum mondial sur les rescapés du nucléaire (2021), la Hiroshima-ICAN Academy et le sommet de la jeunesse du Groupe des Sept à Hiroshima et nous avons activement participé à des actions menées par la société civile en lien avec des réunions de haut niveau sur le désarmement nucléaire, telles que la première Réunion des États parties au Traité sur l'interdiction des armes nucléaires et la dixième Conférence des Parties chargée d'examiner le Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires. Les étudiants stagiaires accueillis dans notre bureau aux États-Unis ont eu la possibilité de participer de manière significative à de nombreuses campagnes et ateliers sur le désarmement nucléaire.

Senema Love Foundation

[Original : anglais]

[30 mai 2023]

La Senema Love Foundation est une organisation non gouvernementale dirigée par des jeunes et dédiée à la mise en œuvre de projets efficaces dans les domaines de la consolidation de la paix, de l'éducation, du renforcement des capacités et de l'acquisition de compétences pour les jeunes victimes de la violence. Un engagement en faveur de la non-prolifération des armes légères et de petit calibre qui repose sur l'action des jeunes se trouve au cœur de notre mission. Nos différents projets sur le désarmement, mis en œuvre ces deux dernières années, ont permis de toucher plus de 200 jeunes dans les États de Kaduna et du Plateau au moyen d'initiatives axées sur le désarmement porteuses de changement.

Parmi les projets intéressants que nous avons organisés récemment, citons la réunion-débat consacrée à la prévention de la violence électorale qui a rassemblé des jeunes et des parties prenantes clés pour réfléchir à la question sous l'angle de la non-prolifération des armes légères et de petit calibre. Grâce à notre dévouement indéfectible et à notre collaboration avec les jeunes, nous voulons créer un avenir fondé sur la paix et la non-prolifération des armes et une société où chaque individu peut s'épanouir et vivre sans crainte.

Simons Foundation Canada

[Original : anglais]

[5 mai 2023]

Depuis 2003, la Simons Foundation Canada, en partenariat avec Affaires mondiales Canada, propose des bourses de recherche des cycles supérieurs pour le désarmement, le contrôle des armements et la non-prolifération afin d'accroître le financement accordé au cycle supérieur au Canada et le nombre de chercheurs canadiens travaillant sur ces questions fondamentales. Quatre étudiants ont déjà reçu une bourse en 2021 et 2022, et les quatre nouveaux candidats retenus pour une bourse présenteront leurs travaux lors d'un séminaire spécial qu'organiseront Affaires mondiales Canada en juin 2023.

La Simons Foundation Canada continue de financer l'éducation en matière de désarmement dans les établissements d'enseignement supérieur, comme décrit dans le rapport du Secrétaire général sur l'éducation en matière de désarmement et de non-prolifération ([A/77/133](#)).

Soka Gakkai International

[Original : anglais]
[30 mai 2023]

Soka Gakkai International a pour but de resserrer les liens entre les individus, la société civile et l'Organisation des Nations Unies pour construire un monde pacifique, juste et sans exclusion.

Lors de la semaine de la première Réunion des États parties au Traité sur l'interdiction des armes nucléaires, les jeunes représentants de Soka Gakkai International venus d'Autriche, d'Allemagne, du Royaume-Uni et du Japon ont uni leurs voix à celles des groupes de la société civile pour appeler à l'universalisation du Traité. Ils ont organisé à cet effet l'atelier sur les mouvements éducatifs à l'échelle communautaire lors de la réunion des jeunes en marge de la réunion des États parties, et ont corédigé le document de travail sur l'éducation pour la paix et le désarmement avec l'International Disarmament Institute de Pace University. En outre, avant le sommet du Groupe des Sept à Hiroshima, Soka Gakkai International a coparrainé le sommet pour la jeunesse organisé à cette occasion par la Campagne internationale pour abolir les armes nucléaires. Les représentants de la jeunesse de Soka Gakkai International ont participé au sommet et pris part aux discussions et à la rédaction de la déclaration des jeunes prononcée le dernier jour du sommet.

Youth Fusion

[Original : anglais]
[18 mai 2023]

Nos projets en cours comprennent de nombreuses séries de podcasts (notamment Youth Fusion Experts et Youth Fusion Elders) et nous continuons de publier des articles rédigés par de jeunes universitaires et des défenseurs du désarmement et de nous associer à des initiatives telles que #StepUp4Disarmament du Bureau des affaires de désarmement. Parmi les activités menées au cours de la période considérée, citons la coorganisation du forum intergénérationnel annuel sur la paix, l'action climatique et le désarmement nucléaire à Bâle (Suisse) en 2022 et 2023, l'envoi d'une délégation de jeunes à la Conférence des Parties chargée d'examiner le Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires, ainsi que de nombreuses manifestations parallèles en 2022. En 2023, nous nous sommes associés au Global Futures Forum pour contribuer à accroître la participation effective des jeunes, tant en ligne qu'en personne, et nous avons lancé le projet éducatif innovant « Youth Hotline Campaign ».

V. Conclusion

3. L'Assemblée générale ayant réaffirmé que les jeunes apportaient une contribution importante et constructive à la promotion et à l'instauration d'une paix et d'une sécurité durables en approuvant à l'unanimité les résolutions biennales [74/64](#) et [76/45](#) intitulées « Jeunes, désarmement et non-prolifération », les États Membres, l'Organisation des Nations Unies, les autres organisations internationales et régionales concernées et les organisations de la société civile ont redoublé d'efforts pour promouvoir la participation des jeunes et les activités visant à leur donner des moyens d'action dans les domaines du désarmement et de la non-prolifération. Les réponses figurant dans le présent rapport illustrent les contributions positives des jeunes dans le domaine du désarmement et de la non-prolifération. On dénombre

aujourd'hui 1,8 milliard de jeunes dans le monde. Leur rôle dans le domaine du désarmement et de la non-prolifération, notamment dans la création d'espaces de dialogue et d'initiatives de renforcement des capacités, d'éducation et de sensibilisation, demeure primordial pour parvenir à une paix et à une sécurité durables.

4. En tant qu'acteurs clés du progrès social, les jeunes stimulent la recherche de solutions innovantes à des problèmes bien enracinés. Leur participation effective et sans exclusive au domaine du désarmement et de la non-prolifération permet de renforcer la confiance dans les institutions publiques et de rendre plus efficace la prise de décisions¹. Si les activités menées au cours de la période visée par le présent rapport ont été affectées par la pandémie de COVID-19, le passage aux nouvelles technologies numériques a peut-être également permis une sensibilisation plus large des jeunes en dehors du domaine classique du désarmement et de la non-prolifération. Alors que le monde se remet de la pandémie, il faudra continuer de tirer parti des atouts que présentent les activités menées à la fois en ligne et en présentiel pour mobiliser et sensibiliser les jeunes dans le domaine du désarmement et leur donner les moyens d'agir à cet égard.

¹ Nations Unies, « Notre Programme commun, note d'orientation n° 3 : Participation véritable des jeunes à l'élaboration des politiques et à la prise des décisions », avril 2023.